

**Assemblée générale**

Distr. générale  
29 octobre 1998  
Français  
Original: anglais

**Cinquante-troisième session**

Point 33 de l'ordre du jour

**Appui du système des Nations Unies aux efforts déployés  
par les gouvernements pour promouvoir et consolider  
les démocraties nouvelles ou rétablies**

**Appui du système des Nations Unies aux efforts déployés  
par les gouvernements pour promouvoir et consolider  
les démocraties nouvelles ou rétablies**

**Rapport du Secrétaire général**

**Table des matières**

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction .....	1–2	2
II. Processus de suivi de la troisième Conférence internationale des démocraties nouvelles ou rétablies sur la démocratie et le développement .....	3–14	2
III. Activités menées par les organismes des Nations Unies dans le domaine de la démocratisation et de la gouvernance .....	15–72	3
A. Créer une culture politique fondée sur le respect des droits de l'homme et la surveillance en la matière .....	15–24	3
B. Mobilisation de la société civile .....	25–33	5
C. Assistance électorale .....	34–38	6
D. Médias libres et indépendants .....	39–40	7
E. Renforcement de l'état de droit .....	41–46	7
F. Renforcement de l'obligation redditionnelle, transparence et amélioration de la gestion du secteur public et des structures démocratiques de gouvernement .....	47–72	8
IV. Conclusions .....	73–75	13

## I. Introduction

1. Dans ses résolutions 50/133 du 20 décembre 1995, 51/31 du 6 décembre 1996 et 52/18 du 21 novembre 1997, l'Assemblée générale a accueilli avec satisfaction les trois rapports du Secrétaire général sur les moyens grâce auxquels le système des Nations Unies pourrait appuyer les efforts déployés par les gouvernements en vue de promouvoir et consolider les démocraties nouvelles ou rétablies (A/52/513; A/51/512; A/50/332 et Corr.1). L'Assemblée s'est également félicitée des activités entreprises à la demande des gouvernements en vue d'appuyer leurs efforts de consolidation de la démocratie, ainsi qu'il ressort de ces rapports. Elle a aussi encouragé le Secrétaire général à continuer à faire en sorte que l'Organisation soit mieux à même de répondre efficacement aux demandes des États Membres dans leurs efforts pour atteindre le but de la démocratisation.

2. Dans sa résolution 52/18, l'Assemblée a prié le Secrétaire général de lui présenter, à sa cinquante-troisième session, un rapport sur l'application de cette résolution, proposant des moyens novateurs d'aider l'Organisation à répondre efficacement et de façon intégrée aux demandes des États Membres qui sollicitent une aide dans le domaine de la démocratisation. Le présent rapport fait suite à cette demande.

## II. Processus de suivi de la troisième Conférence internationale des démocraties nouvelles ou rétablies sur la démocratie et le développement

3. Dans sa résolution 51/31, l'Assemblée générale avait invité le Secrétaire général, les États Membres, les organismes et institutions spécialisées des Nations Unies ainsi que d'autres organisations gouvernementales à collaborer à l'organisation de la troisième Conférence internationale des démocraties nouvelles ou rétablies sur la démocratie et le développement. Cette Conférence s'est tenue à Bucarest du 2 au 4 septembre 1997.

4. Comme je l'ai indiqué dans mon rapport présenté à l'Assemblée générale lors de sa cinquante-deuxième session (A/52/513), la Conférence a permis de rassembler des acteurs de tous les secteurs de la société. Les discussions et les propositions des participants ont été perspicaces et réalistes. Dans ses conclusions, la Conférence a également recommandé qu'un mécanisme auquel participeraient des représentants

des gouvernements, du système des Nations Unies et de la société civile soit mis en place pour suivre les acquis de la Conférence.

5. Depuis la tenue de la Conférence, le Gouvernement roumain (la Roumanie est l'actuel Président de la Conférence) joue un rôle de premier plan dans le processus de suivi. Début 1998, la Mission permanente de la Roumanie auprès de l'ONU a organisé une première réunion en vue de présenter le mécanisme de suivi et d'examiner les moyens de le faire progresser.

6. Le mécanisme de suivi est composé de représentants des pays concernés, notamment ceux qui ont participé à l'organisation des Conférences internationales des démocraties nouvelles ou rétablies, du système des Nations Unies, des organisations non gouvernementales ainsi que d'universitaires.

7. Le but principal est de faire appliquer les recommandations de la Conférence de Bucarest; de planifier soigneusement la prochaine Conférence; et, à cet effet, de communiquer des informations sur les programmes de pays visant à renforcer le développement de la démocratie, d'aider à promouvoir la communication et la compréhension entre les démocraties nouvelles ou rétablies ainsi que la collaboration avec les démocraties traditionnelles et de mettre en commun les progrès accomplis par les différents pays participants sur la voie de la démocratisation.

8. Le mécanisme de suivi s'est réuni plusieurs fois au printemps et en été 1998. Il a décidé de mettre l'accent sur les projets pratiques et d'éviter les chevauchements d'activités avec d'autres programmes. Il était important de s'efforcer davantage de diffuser des informations sur les activités du système des Nations Unies et de la société civile dans le domaine de la démocratisation et de la bonne gouvernance. On trouvera ci-après un bref résumé des principales propositions issues du mécanisme de suivi.

### Création de sites Web sur la démocratisation et la bonne gouvernance

9. Le mécanisme de suivi a décidé qu'il était nécessaire de créer des sites Web sur la démocratisation et la bonne gouvernance. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) avait proposé d'accueillir et d'en gérer un. Ce site a donc été créé le 15 octobre 1998 et il est accessible à partir de la page d'accueil du PNUD sur la gouvernance<sup>1</sup>. Le Département des affaires économiques et sociales et le Département des affaires politiques du Secréariat des Nations Unies ont également offert de créer des sites Web au sein de leur propres pages d'accueil et de les relier à celui du PNUD.

### Forum de la démocratie

10. Le forum de la démocratie est une tribune de discussion organisée dans le cadre de la Conférence des démocraties nouvelles ou rétablies. Il offre aux chefs d'État et de gouvernement et à d'autres éminentes personnalités la possibilité de débattre des processus démocratiques, de mettre en commun leur expérience des efforts de démocratisation et permet d'organiser des réunions d'experts et des séminaires. Le Gouvernement roumain, en tant que Président du mécanisme de suivi, encourage les missions permanentes auprès de l'ONU à informer la Mission permanente de la Roumanie lorsque des personnalités de haut niveau ou des spécialistes des questions de démocratisation et de bonne gouvernance viennent au Siège de l'ONU.

### «Inventaire d'inventaires»

11. Le Département des affaires économiques et sociales a réuni des informations détaillées, qui figureront dans le site Web créé par le PNUD, sur les inventaires, bases de données et répertoires concernant la démocratisation et la gouvernance. Cet «inventaire d'inventaires» sera extrêmement utile pour obtenir des renseignements sur les travaux réalisés dans les domaines de la démocratisation et de la bonne gouvernance<sup>2</sup>.

### Auto-évaluation par les gouvernements

12. Pour mieux faire comprendre l'incidence des efforts déployés par le système des Nations Unies et les autres partenaires pour aider les gouvernements à consolider et à promouvoir la démocratie, le Gouvernement roumain a lancé un projet d'auto-évaluation concernant l'assistance accordée en matière de démocratisation et de gouvernance. Il s'agit d'aider les gouvernements à définir eux-mêmes leurs besoins et à améliorer les projets et activités en cours. En septembre 1998, le Gouvernement roumain a adressé aux pays participant à la Conférence internationale des démocraties nouvelles et rétablies une lettre (contenant une liste de contrôle et une série de questions sur le processus de démocratisation). Après analyse des réponses, le mécanisme de suivi décidera s'il y a lieu d'entreprendre, pour un nombre limité de pays, une auto-évaluation détaillée. À cet effet, le Département des affaires économiques et sociales a élaboré un projet de proposition, en collaboration avec le *Conflict Management Group de Cambridge* (Massachusetts).

13. Le 22 septembre 1998, une réunion de ministres de démocraties nouvelles ou rétablies qui s'est tenue au Siège de l'ONU a adopté les propositions présentées par le mécanisme de suivi. Mme Janet Jagan, Présidente du Guyana et

principal intervenant, a proposé d'accueillir un séminaire dans son pays afin de maintenir la dynamique et de faire avancer le processus de suivi. M. Andrei Gabriel Plesu, Ministre roumain des affaires étrangères et Président de la Réunion, a proposé qu'une réunion du mécanisme de suivi ait lieu au niveau des experts en avril 1999 en Roumanie afin d'aborder l'élaboration d'indicateurs et d'un code de conduite de la démocratisation, comme suggéré dans les recommandations de la Conférence de Bucarest.

14. La mise en place du mécanisme de suivi est un signe encourageant des progrès réalisés dans l'amélioration de la coordination entre les représentants gouvernementaux, le système des Nations Unies et la société civile. Des mesures sont également prises dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies pour renforcer la coordination. À sa première session ordinaire de 1998, le Comité d'organisation du Comité administratif de coordination (CAC) a examiné une proposition de programme de travail en faveur de la démocratisation et de la gouvernance, à l'échelle du système. Il avait été convenu que les membres du CAC désigneraient des coordonnateurs chargés de s'occuper du travail accompli dans le domaine de la démocratisation au sein de leurs organisations respectives, et je suis heureux d'annoncer que presque tous les organismes du CAC ont maintenant des coordonnateurs.

## III. Activités menées par les organismes des Nations Unies dans le domaine de la démocratisation et de la gouvernance

### A. Créer une culture politique fondée sur le respect des droits de l'homme et la surveillance en la matière

15. Les démocraties nouvelles ou rétablies, notamment celles qui ont connu des guerres intestines, sont souvent confrontées à un avenir incertain. D'où l'importance de deux objectifs indissociables de l'assistance internationale : prévenir la résurgence du conflit et créer les conditions nécessaires à un processus démocratique durable. Les programmes consacrés à promouvoir le respect des droits de l'homme peuvent y contribuer, à la fois en facilitant la réconciliation nationale, en favorisant le renforcement des institutions et la réforme du droit et en donnant aux gens des moyens d'agir en favorisant la promotion et en protégeant les droits de l'homme, en créant une culture des droits de l'homme et en mettant en place des voies de recours efficaces.

Dans de nombreux pays, les événements récents ont montré qu'un système efficace de protection des droits de l'homme, y compris le respect de la légalité, est une condition indispensable pour sortir du cercle vicieux de la violence et des conflits, et garantir le progrès démocratique.

16. Le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme offre une assistance aux pays dans la transition vers la démocratie en surveillant l'évolution de la situation des droits de l'homme aux niveaux national et local, ce qui donne aux gouvernements intéressés et à la communauté internationale en général les informations nécessaires pour élaborer les programmes et les projets les mieux adaptés à une situation donnée. Le Haut Commissariat est prêt à coopérer avec les gouvernements qui souhaitent entreprendre des activités en ce sens dans leurs pays ou renforcer leurs capacités nationales à cet égard.

17. Pendant la période 1997-1998, le Haut Commissariat a mené à bien près de 45 projets de coopération technique dans plus de 25 États. En outre, neuf projets ont été lancés à l'échelon régional et neuf autres à l'échelon mondial. Au 30 juin 1998, une coopération technique était présente sur le terrain en Afrique du Sud, au Burundi, au Cambodge, en El Salvador, à Gaza (Palestine), au Guatemala, au Malawi, en Mongolie, en République-Unie de Tanzanie, au Rwanda et au Togo. Les coopérants techniques sont plus nombreux que jamais sur le terrain, en raison notamment du nombre croissant de projets pluriannuels et à grande échelle.

18. Le Haut Commissariat soutient également les démocraties nouvelles et rétablies par le biais des mécanismes pour les droits de l'homme, ce qui contribue à promouvoir et à faire respecter davantage les droits fondamentaux. Le Comité des droits de l'homme joue un rôle particulièrement important dans ce contexte car, tout en surveillant l'application du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, il conseille notamment les États parties sur le contenu et la portée du droit de chaque citoyen de participer à la conduite des affaires publiques, de voter et d'être élu au cours d'élections périodiques et régulières et d'accéder aux fonctions publiques de son pays et sur les moyens dont ils disposent pour le réaliser. Le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale s'occupe également de la réalisation des droits politiques, y compris du droit de participer à des élections et d'être candidat, sans distinction de race, de couleur, de nationalité ou d'origine ethnique.

19. Le renforcement des capacités institutionnelles est tout aussi indispensable à l'instauration d'une culture politique stable et durable et du respect des droits de l'homme. Dans ce contexte, le projet sur la démocratisation, les droits de l'homme et la bonne gestion des affaires publiques lancé en

Ouzbékistan par le Département des affaires économiques et sociales vise à assurer un meilleur respect des droits de l'homme grâce au renforcement des capacités. Ce projet qui a démarré en 1997 s'articule autour de trois grands thèmes : a) aider la Commission parlementaire des droits de l'homme à créer un bureau de médiateur et un centre national pour les droits de l'homme; b) donner aux citoyens plus largement accès à des avis juridiques et à l'assistance judiciaire en créant un organe d'aide judiciaire type pouvant être reproduit dans diverses parties du pays; c) donner aux juges et aux magistrats des moyens informatiques et techniques plus sophistiqués afin de leur permettre de mieux communiquer entre eux et d'accroître leur accès à l'information.

20. Le PNUD a commencé en 1994 à appuyer un programme de renforcement des capacités dans le domaine des droits de l'homme lancé deux ans auparavant par les forces armées équatoriennes, prévoyant un cours d'éducation aux droits de l'homme dans le cadre de l'instruction militaire. Plus de 160 000 militaires en ont bénéficié. Les ateliers sur les droits de l'homme proposés à tous les militaires, quel que soit leur grade, et les séminaires destinés aux officiers supérieurs ont permis de sensibiliser le personnel militaire aux questions de droits de l'homme et de démocratie, la preuve en étant l'absence de violence dans les interventions des forces armées lors de la crise présidentielle de février 1997. Ces ateliers ont également permis d'instaurer une certaine confiance entre les organisations non gouvernementales de défense des droits de l'homme et l'armée.

21. Le PNUD a récemment adopté un document directif sur les droits de l'homme, après quoi il a organisé un atelier interne afin de donner une nouvelle orientation à son programme d'assistance technique dans ce domaine aux niveaux national et régional. Un inventaire des projets du PNUD relatifs aux droits de l'homme est en cours. Une conférence régionale sur le thème «droits de l'homme et développement humain» a été organisée conjointement par le Gouvernement ukrainien, le bureau régional du PNUD pour l'Europe et la Communauté d'États indépendants (CEI) à Yalta (Ukraine), en septembre 1998, à l'occasion du cinquantenaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Vingt-sept délégations de pays d'Europe de l'Est et de la CEI y ont assisté. La Conférence a accueilli environ 300 participants, dont de hauts responsables gouvernementaux, des responsables des commissions parlementaires pour les droits de l'homme, des médiateurs, des représentants du système judiciaire, de la société civile, ainsi que des minorités et du secteur privé.

22. La Conférence a souligné l'indivisibilité des droits de l'homme, qui concorde avec l'approche du développement humain durable adoptée par le PNUD. Elle a suscité un

échange de données d'expériences et la mise en commun des meilleures pratiques dans le domaine des droits de l'homme, outre qu'elle a permis d'identifier les besoins et les stratégies de promotion de la transparence et de renforcement des capacités institutionnelles. Plusieurs initiatives ont été envisagées en vue d'organiser des réseaux en vue de rapprocher les différents secteurs du gouvernement et de la société civile qui traitent des droits de l'homme, pour qu'ils mettent en commun leurs meilleures pratiques. Il est apparu que l'application des textes législatifs internationaux et nationaux était cruciale pour de nombreux pays de la région.

23. S'agissant des droits de la femme, la Division de la promotion de la femme (Secrétariat de l'ONU) mène des recherches et partage des informations sur le rôle des femmes en matière de prise de décisions dans le domaine politique afin d'évaluer l'incidence de la représentation féminine dans le secteur public, conformément à la résolution 1990/4 du Conseil économique et social selon laquelle le Conseil prie le Secrétaire général de faire connaître régulièrement la composition ventilée par sexe des entités nationales, régionales et internationales chargées de prendre des décisions au plus haut niveau.

24. Dans le domaine de la démocratisation et de la bonne conduite des affaires publiques, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) s'attache à assurer la promotion des droits de l'homme, notamment des droits de l'enfant, en s'inspirant en particulier des dispositions de la Convention relative aux droits de l'enfant et des principes qui y sont énoncés. Il s'efforce de faire connaître aux enfants, aux familles, aux parents, aux organisations de la société civile, aux gouvernements, aux organisations non gouvernementales et à la presse en général les principes relatifs aux droits des enfants et pour les faire appliquer. Par exemple, l'UNICEF travaille en collaboration avec les maires et les autorités municipales afin de promouvoir une planification et une gestion décentralisées favorisant une large participation de tous les secteurs de la société. En Croatie, ces efforts ont débouché sur un plan d'action présenté par des enfants aux maires de 15 villes et, en Bosnie-Herzégovine, l'UNICEF a prêté son concours à l'organisation d'un sondage auprès de jeunes dans le cadre de la tenue des premières élections depuis la fin de la guerre.

## **B. Mobilisation de la société civile**

25. Une société civile dynamique est la clef de la démocratisation. Une démocratie digne de ce nom ne peut en effet croître et prospérer sans que les citoyens participent activement à la vie sociale. Il est donc indispensable, pour consoli-

der la démocratie et en affermir les valeurs, que la participation du public soit encouragée et qu'il se constitue une opinion publique bien informée.

26. L'appui du PNUD aux organisations de société civile consiste souvent à encourager des partenariats avec les gouvernements pour la formulation et l'exécution de ses projets. Dans un premier temps, ces collaborations peuvent aider à établir un dialogue entre le gouvernement et les associations. Au Bangladesh, par exemple, le PNUD a encouragé le Gouvernement à conclure un partenariat avec des organisations non gouvernementales pour la reconstruction des logements détruits par les inondations catastrophiques de 1990. Ce projet a révélé qu'en faisant participer des organisations non gouvernementales enracinées dans les collectivités aux réunions organisées pour la conception d'un projet, on permettait aux principaux intéressés d'être entendus clairement.

27. Le PNUD encourage également le dialogue dans le cadre de son programme LIFE, qui consiste à financer de petits projets dans des communautés à faible revenu pour consolider la société civile et améliorer la gouvernance et les conditions de vie. L'initiative Asie-Pacifique 2000 vise à améliorer les réseaux de relations entre organisations de la société civile. Des buts similaires sont fixés pour le programme de renforcement des moyens dont disposent les organisations de la société civile pour lutter contre la pauvreté en Afrique subsaharienne. Il s'agit de réduire la pauvreté en contribuant à instaurer un environnement institutionnel propice au dialogue entre organismes de la société civile et décideurs.

28. Dans le cadre d'un programme pour la démocratie, la bonne gouvernance et la participation, le PNUD oeuvre au développement des organisations non gouvernementales en Azerbaïdjan, où le Gouvernement s'est engagé à faciliter l'établissement de la société civile. Le but principal de ce projet est d'accélérer le développement de la société civile en apportant une aide aux organisations non gouvernementales et aux organismes communautaires et en développant leur potentiel. Pour cela, il met en place un centre de documentation et de formation à l'intention des organisations non gouvernementales. Des associations novices y trouvent l'aide technique, l'assistance en matière de gestion, la formation, le matériel, l'information et le savoir-faire dont elles ont grand besoin pour être en relation et coopérer avec le Gouvernement et avec les autres organisations non gouvernementales azerbaïdjanaises.

29. Parce qu'ils sont l'un des éléments les plus représentatifs de la société civile, les syndicats sont l'un des éléments moteurs du respect des droits de l'homme, de la justice

sociale, de la solidarité et de la protection des plus faibles et jouent donc un rôle essentiel dans la démocratisation. L'Organisation internationale du Travail (OIT) mène une grande partie de ses activités en Afrique où, en dépit de l'espoir soulevé par la vague de démocratisation, les syndicats connaissent une situation très difficile du fait du marasme économique et de la détérioration des conditions de travail. Elle continue d'apporter un appui à diverses réunions organisées par le mouvement syndical auxquelles participent des représentants des gouvernements et des institutions financières. En 1996-1997, elle a ainsi apporté un appui à des réunions organisées au Bénin, en Bulgarie, au Congo, en Croatie, en Égypte, en Guinée, aux Philippines, dans la République-Unie de Tanzanie, au Togo et en Tunisie.

30. La gouvernance urbaine participative est un thème prioritaire du Programme de gestion urbaine exécuté par le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) (CNUEH) avec un financement du PNUD et de divers bailleurs de fonds bilatéraux, qui vise à renforcer les capacités des municipalités et des villes en élaborant des méthodes propices à la plus large participation des parties prenantes. Des consultations sont également organisées sur la gouvernance urbaine, et il s'en tient à l'heure actuelle en Afrique, en Asie, dans le monde arabe et en Amérique latine. Un document d'orientation générale sur les méthodes pratiques de gouvernance locale au niveau municipal et au niveau des villes est en cours de rédaction. Il fera la synthèse des expériences régionales et proposera des choix politiques. Le Programme de gestion urbaine s'inscrit dans le cadre de l'action qu'Habitat mène pour un développement urbain durable tel que le définit le Programme pour l'habitat adopté à Istanbul en 1996 par la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains.

31. Habitat travaille également avec des communautés pauvres de zones tant urbaines que rurales à renforcer et à mettre en pratique la bonne gouvernance et la démocratisation au niveau local. Grâce à ces programmes, les habitants de centres de peuplement défavorisés et leurs organismes communautaires apprennent à formuler leurs besoins collectifs en vue d'améliorer les conditions de vie (logement, approvisionnement en eau, ramassage des ordures et services sociaux) dans le cadre d'un processus démocratique de participation des collectivités. Ils renforcent également les moyens et les aptitudes leur permettant d'interagir avec des organisations locales, qu'elles soient ou non gouvernementales, et de participer à la gestion des investissements privés et publics dans la collectivité.

32. Parce qu'il estime indispensable que la société civile participe à la démocratie, l'UNICEF encourage la décentralisation et la participation des communautés à tous les niveaux

de décision. Des enfants participent par exemple à la promotion de l'éducation civique et de la démocratie au Mexique et en Colombie. En Cisjordanie et à Gaza, un programme communautaire encourage les enfants et les jeunes à participer au développement de leurs communautés. Par le biais de sondages d'opinion au Chili, et d'un parlement pour enfants en Équateur, les enfants contribuent à des bilans dans des domaines importants pour eux.

33. Les commissions régionales impliquent également la société civile dans leurs activités. En collaboration avec des organismes communautaires africains, la Commission économique pour l'Afrique (CEA) a créé le Centre africain pour la société civile, qui est un centre de documentation et d'information sur la participation populaire. Grâce à ce centre, la Commission compte contribuer à améliorer les relations entre les gouvernements et la société civile et promouvoir la bonne gouvernance et la participation de la société civile à la vie démocratique. La Section des établissements humains de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) mène actuellement un projet de recherche sur la gouvernance urbaine au niveau municipal dont le but est de déterminer à quel point le secteur privé, le secteur associatif et les organismes communautaires collaborent au processus de développement, au niveau de la prise de décisions, de la planification et de l'exécution.

### C. Assistance électorale

34. L'ONU mène depuis sa création en 1945 des activités d'assistance électorale, qui représentent l'aboutissement de décennies consacrées à élaborer des normes internationales et à aider les territoires sous tutelle et les territoires non autonomes pour qu'ils puissent exercer leur droit à l'autodétermination. Elle a reçu depuis 1989 140 demandes d'assistance électorale, sous une forme ou sous une autre. Créée en 1992, la Division de l'assistance électorale du Département des affaires politiques coordonne les activités du système des Nations Unies dans le domaine de l'assistance électorale.

35. L'assistance électorale apportée par l'Organisation revêt diverses formes : a) organisation et tenue d'élections; b) supervision; c) vérification; d) coordination et appui des équipes d'observateurs internationaux; e) appui des équipes d'observateurs nationaux; f) assistance technique; et g) observation. Une mission détermine les besoins en étudiant avec le Gouvernement et le service national chargé des élections quelle est la forme d'assistance la plus souhaitable.

36. Le PNUD apporte une assistance électorale et technique importante, en consultation étroite avec la Division de l'assistance électorale. Au Mozambique, il a ainsi collaboré avec

la Commission nationale des élections et apporté une aide technique pour l'organisation des élections. Au niveau tant central que local, les services électoraux mozambicains ont bénéficié de services d'experts pour tous les aspects du processus électoral, y compris la logistique, l'éducation civique, la formation et la gestion juridique et financière. Les élections mozambicaines ont eu un certain nombre de résultats positifs et, surtout, la procédure électorale a été jugée transparente et impartiale à l'unanimité. Plus de 60 000 personnes ont été formées pour apporter un appui au système électoral, et un gisement de compétences a ainsi été constitué pour des élections ultérieures.

37. Dans le cadre de son programme de coopération technique, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les droits de l'homme mène depuis 1990 des activités d'assistance électorale axées tout particulièrement sur les aspects juridiques des élections et sur les droits de l'homme. Ses principaux domaines d'assistance électorale sont l'analyse juridique et législative des lois électorales et connexes; l'analyse et le conseil concernant la création d'un environnement propice à l'exercice des droits de l'homme et les besoins juridiques et institutionnels; l'appui des activités d'éducation civique; l'instauration de conditions permettant la tenue d'élections libres et impartiales; et la formation de responsables publics jouant un rôle clef dans les élections.

38. Les missions de maintien de la paix ont parfois d'importantes activités d'appui électoral. Ainsi, la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) doit permettre au peuple sahraoui d'exercer son droit à l'autodétermination et de choisir entre l'indépendance et l'intégration avec le Maroc. La Mission des Nations Unies en République Centrafricaine (MINURCA), qui a été lancée le 15 avril, a pour mission de donner des conseils et un appui technique aux organes électoraux nationaux en ce qui concerne le code et les plans électoraux, et de planifier la tenue des élections prévues pour novembre 1998. Elle apporte également des conseils et une aide technique dans le domaine de la bonne gouvernance et de l'établissement d'un état de droit.

#### **D. Médias libres et indépendants**

39. La libre circulation d'une information indépendante, impartiale et objective est indispensable à la constitution d'une opinion publique équilibrée. Les activités d'information de l'Organisation des Nations Unies consistent pour une large part à appuyer des médias libres et indépendants pour promouvoir la démocratie. Le centre d'information des Nations Unies à Antananarivo a ainsi organisé en janvier

1998 un atelier destiné aux étudiants en journalisme de l'Université d'Antananarivo qui était consacré au rôle des médias dans la promotion des nouvelles notions de démocratie et de développement durable. En novembre 1997, le centre d'information des Nations Unies à Athènes a tenu des réunions d'information et aidé les médias à organiser des conférences locales et régionales consacrées au renforcement du rôle, du professionnalisme, de l'éthique et des valeurs du service public dans les pays en transition.

40. La Division de la communication de l'UNICEF a mis au point, avec la Thompson Foundation, une école de journalisme installée en Grande-Bretagne, un programme de formation de journalistes qui vise à encourager le respect de meilleures normes de journalisme, une approche plus critique de l'actualité et l'instauration d'une société plus juste et plus humaine qui fasse une place à chacun, en particulier aux femmes et aux enfants. Des ateliers utilisant le manuel établi pour ce programme ont eu lieu en Inde, au Sri Lanka, au Mozambique, en Roumanie, au Kenya, au Malawi, au Népal et en Albanie. Des ateliers régionaux ont également eu lieu en Thaïlande et dans le Pacifique Sud.

#### **E. Renforcement de l'état de droit**

41. Établir ou rétablir une justice impartiale, bien conçue, efficace et fondée sur le respect du droit est l'un des plus grands défis qui se posent à la plupart des démocraties nouvelles ou nouvellement rétablies. Il est en effet souvent difficile de gagner ou de regagner la confiance du public dans des institutions compromises par leur asservissement au pouvoir, leur corruption et leurs violations des droits de l'homme.

42. En vertu de la résolution 45/107 de l'Assemblée générale intitulée «Coopération internationale en matière de prévention du crime et de justice pénale dans le contexte du développement», le Centre de prévention de la criminalité internationale de l'ONU apporte une aide technique à de nombreuses démocraties nouvelles ou rétablies. Depuis 1990, il encourage, souvent en collaboration avec le PNUD, de grands programmes ou projets visant à renforcer les capacités institutionnelles et à améliorer la gouvernance au sein des systèmes judiciaires de démocraties nouvelles ou rétablies. Le Centre vient par exemple d'achever en Bosnie-Herzégovine un programme à plusieurs volets qui traite de tous ces aspects. Au Kirghizistan, il coopère à un projet national qui consiste à mettre en place au Ministère de l'intérieur un nouveau département central chargé de la lutte contre le crime organisé. En Afrique du Sud, il participe à des projets ayant trait à la prévention de la violence dans les familles, à la lutte

contre le crime organisé et la délinquance économique, et à la justice pour mineurs. Dans l'ex-République yougoslave de Macédoine, il collabore avec le Représentant spécial du Secrétaire général à un vaste programme auquel participent les ministères responsables de la justice pénale. En Roumanie, le Centre participe à un projet de lutte contre la corruption et il met sur pied un projet similaire au Liban.

43. Les opérations de paix sont souvent chargées de renforcer les institutions et de consolider l'état de droit à l'issue de conflits. La Mission de police civile des Nations Unies en Haïti a été déployée pour aider le Gouvernement haïtien à professionnaliser la police nationale haïtienne. La Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine a contribué à former la police au respect des principes démocratiques et de la liberté de circulation. Son Groupe international de police a coopéré avec l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et avec la Force de stabilisation pour l'organisation des élections municipales et les élections à l'Assemblée de la Republika Srpska.

44. Le Rwanda pose au PNUD et aux organismes d'aide en général un problème de gouvernance particulièrement grave. La guerre et le génocide de 1994 ont anéanti son système administratif. Le pouvoir judiciaire a été particulièrement touché. Dans ce pays, 2,8 millions de dollars sont alloués à la construction ou à l'agrandissement de prisons, et 4,6 millions de dollars à des activités de formation qui doivent permettre de constituer un noyau de juristes qualifiés pour le procès des suspects du génocide de 1994. Le PNUD a recruté à l'étranger 30 juges d'instruction pour aider le Bureau du Procureur dans sa tâche et 20 juges pour renforcer les tribunaux. Cent magistrats, des fonctionnaires du Ministère et 400 gardes de prison ont ainsi reçu une formation.

45. Parmi les activités que mène l'UNICEF pour promouvoir l'état de droit ou la bonne gouvernance, on compte un programme d'administration de la justice pour mineurs, ainsi qu'un appui à l'information et à la formation de juges, de procureurs, d'avocats et de policiers. Il apporte également son soutien au respect des droits des enfants et de l'indépendance du judiciaire. L'UNICEF préconise une réforme législative et administrative, et plus particulièrement une réforme de la justice pour mineurs. Ses bureaux plaident activement dans ce sens et ils apportent une assistance technique pour ce qui est de l'amendement des constitutions et de la rédaction de nouveaux projets de loi. Une assistance a été apportée à des activités de ce genre dans un grand nombre de pays d'Amérique latine.

46. La Banque mondiale aide les démocraties nouvelles et rétablies à renforcer leur cadre juridique. Son action porte sur la réglementation de l'économie de marché, la définition des

droits de propriété, l'enregistrement, le fonctionnement et les faillites des sociétés ou le fonctionnement des institutions financières (Estonie, Hongrie, Pologne et autres pays à économie en transition) tout aussi bien que sur la formation et la gestion des associations. Cette action est complétée par un large appui à la réforme judiciaire, qui englobe la formation des juges, la codification et la publication des lois, tout aussi bien que l'amélioration de l'administration des tribunaux (Argentine, Fédération de Russie, République- Unie de Tanzanie et Venezuela).

## **F. Renforcement de l'obligation redditionnelle, transparence et amélioration de la gestion du secteur public et des structures démocratiques de gouvernement**

47. Sur le plan opérationnel, le problème qui se pose aux organismes des Nations Unies est de mettre au point des projets durables qui concrétisent les objectifs mondiaux et nationaux de démocratisation et de bonne gestion des affaires publiques tout en tenant compte des particularismes nationaux et locaux. Les activités de coopération technique en faveur de la démocratie et de la bonne gestion des affaires publiques ne sont pas seulement complexes mais aussi multidimensionnelles. Pour être menées à bien, elles exigent une bonne coordination et un cadre de gestion bien conçu. Une fois entreprises, pour conserver leur utilité, elles doivent impérativement reposer sur des systèmes de gestion des projets dignes de ce nom et des méthodes d'exécution fondées sur le respect de l'obligation redditionnelle, la transparence et une gestion efficace des ressources. Les responsables des projets doivent avoir un rôle d'animateur et rassembler et mobiliser les différentes parties prenantes et différents acteurs de la société autour d'objectifs communs. Ce sont ces grands principes qui doivent guider l'action menée par les organismes des Nations Unies dans le domaine, de plus en plus important, de la bonne gestion des affaires publiques et de la démocratisation au niveau de leurs différents programmes opérationnels.

### **1. Bonne gestion des affaires publiques**

48. Dès le départ et jusqu'au début des années 90, le principal objectif de l'assistance technique du PNUD en vue de la bonne gestion des affaires publiques était de renforcer les capacités dont était doté l'État. Dans les années 80, les programmes d'ajustement structurel faisaient une large place, sur le plan politique, aux résultats du secteur public, ce qui a suscité des interrogations quant au rôle de l'État, à sa taille,



à sa productivité et à son niveau de dépenses. Les pays qui étaient ses partenaires ont alors de plus en plus demandé au PNUD de venir en aide à leur secteur public notamment en adoptant des méthodes de gestion modernes. C'est en janvier 1997, avec l'adoption d'un nouveau document directif sur la bonne gestion des affaires publiques ou «gouvernance», que cette question est officiellement devenue un objectif des programmes du PNUD. Ce dernier finançait auparavant un grand nombre de projets dans ce domaine au niveau des pays mais il n'avait pas jusqu'alors admis que la gestion des affaires publiques était un élément clef du développement humain durable, ce qu'il faisait avec ce document où il reconnaissait également que, pour permettre aux populations de réaliser leur potentiel et de disposer d'un éventail plus large de possibilités, le contexte social, économique et politique des pays devait tenir compte des notions de sécurité, de participation, de coopération, d'équité et de pérennité.

49. Le PNUD définit la «gouvernance» comme étant l'exercice des pouvoirs politique, économique et administratif nécessaires à la bonne gestion des affaires d'un pays à tous les niveaux et le moyen par lequel les États favorisent la cohésion et l'intégration sociale et assurent le bien-être de leur population. Elle recouvre toutes les méthodes de partage du pouvoir et de gestion des deniers publics et les formes d'organisation dont dépend le gouvernement et la mise en oeuvre des politiques. La bonne gestion des affaires publiques repose donc sur la participation publique ainsi que sur l'efficacité et l'équité, le respect des règles du droit et la transparence du fonctionnement des institutions. Le bon exercice du pouvoir n'est pas l'apanage de l'État puisqu'il intéresse aussi le secteur privé et la société civile. C'est ainsi que le PNUD s'est progressivement détourné des projets de réforme traditionnelle du secteur public pour s'intéresser de plus près a) aux institutions officielles; b) à la décentralisation et à la gestion locale des affaires publiques; c) à la gestion urbaine; et d) au renforcement des capacités et aux moyens de formation et méthodes de travail.

50. Dans le cadre de son programme relatif à la bonne gestion des affaires publiques, le Département des affaires économiques et sociales se propose de dresser un inventaire complet des activités réalisées dans ce domaine. Ce projet, qui est commandité par le Bureau régional pour l'Afrique du PNUD, portera dans un premier temps sur 14 pays africains, et devrait ensuite être étendu à tous les pays d'Afrique, leurs gouvernements et leurs partenaires de développement, de façon à améliorer les stratégies d'élaboration et d'exécution des activités de renforcement des capacités de gestion des affaires publiques.

51. Le Bureau pour les services d'appui aux projets de l'ONU (UNOPS) fournit des services opérationnels dans le

cadre de plus de 300 projets et programmes de promotion de la démocratie et de la bonne gestion des affaires publiques dont le coût total s'élève chaque année à plus de 100 millions de dollars des États-Unis.

## 2. Démocratie et développement

52. Bien qu'elle n'ait pas de programme de démocratisation à proprement parler, la Banque mondiale contribue au renforcement des institutions démocratiques dans les démocraties nouvelles ou rétablies par le biais de ses activités de réforme du secteur public, de décentralisation, de réforme du cadre juridique et du système judiciaire et du recours élargi aux mécanismes de type participatif dans les projets sectoriels qu'elle finance. De façon générale, en favorisant le développement économique et social, elle contribue à jeter les fondements d'une gestion saine des affaires publiques et de la démocratie. Le marasme économique ou le manque de croissance aggrave la pauvreté. Vu la montée des inégalités dans de nombreux pays, l'accent mis par la Banque sur les stratégies globales de développement semblerait contribuer au processus démocratique dans les démocraties nouvelles ou rétablies.

53. Ces deux dernières années, la Banque s'est surtout efforcée d'aider les pays à lutter contre la corruption qui remet en cause les progrès économiques et sociaux réalisés par toutes les démocraties nouvelles ou rétablies, engendre la méfiance à l'égard des gouvernements et peut menacer la survie politique de ceux-ci. Sur le plan économique, la corruption, bien loin de contribuer au développement de l'économie de marché, décourage les investissements et fait courir aux pays un risque de marginalisation par rapport à l'économie mondiale. Sur le plan social, la corruption frappe de façon disproportionnée les pauvres et aggrave les différences de revenus. Dans un nombre croissant de démocraties nouvelles ou rétablies, la Banque mondiale a mis son expérience internationale au service de la lutte contre la corruption par le biais de ses ateliers pour l'intégrité nationale. En Albanie, en Géorgie, en Lettonie, au Nicaragua, en Ouganda, en République-Unie de Tanzanie et en Ukraine, elle a également aidé les gouvernements, les entreprises et les acteurs civils à élaborer des programmes de lutte contre la corruption et de promotion d'une certaine éthique dans la vie publique. Des études ont été faites sur la fréquence et le montant des pots de vin versés lors de la passation de marchés de services et dans les transactions avec les fonctionnaires nationaux.

54. Partout dans le monde, la Banque finance des programmes de réforme économique qui visent à réduire la dette et à renforcer les capacités institutionnelles de certains organismes d'État aussi bien que des gouvernements dans leur

ensemble. Parmi les réformes clefs qu'elle soutient figure le renforcement des administrations fiscale et douanière grâce aux réformes économiques, telles que la simplification et à l'abaissement des barèmes d'imposition fiscale et douanière, ou organisationnelles telles que le relèvement des salaires et l'amélioration des conditions d'emploi, des méthodes de travail, de la gestion des dossiers et des systèmes financiers. Dans certains cas, comme au Ghana, au Malawi, en Ouganda et en République-Unie de Tanzanie, la Banque a favorisé la mise en place d'un système plus autonome de collecte de l'impôt. La corruption des services fiscaux, et notamment des douanes, demeure un problème très répandu qui fait obstacle à l'intégration des démocraties nouvelles ou rétablies dans l'économie mondiale.

55. De façon générale, la Banque met davantage l'accent sur la réforme du secteur public car elle sait combien il est important pour le développement que l'État joue son rôle. Dans de nombreuses démocraties nouvelles ou rétablies, le secteur public, trop dispersé, ne donne pas satisfaction. L'objectif de la Banque est alors d'aider les pays à redéfinir le rôle de l'État, dont la fonction principale, fondée jadis sur un trop grand interventionnisme, doit se borner à créer des conditions propices pour que l'économie de marché et la société civile prospèrent. À l'État de se concentrer alors, dans la majorité des cas, sur les fonctions qu'il est le seul à pouvoir remplir et de renforcer sa capacité dans ce domaine, au prix d'une réforme de ses principaux services, tels que les services de budgétisation et de gestion financière, la fonction publique, les achats, la gestion des dossiers et les processus ministériels. Une importance particulière a été accordée à la décentralisation pour aider les gouvernements à voir quelles fonctions se prêtent le mieux à une exécution par des services subalternes de l'État et à mettre en place un cadre précis qui définisse les responsabilités et la limite des pouvoirs des services fiscaux.

56. Le Fonds monétaire international (FMI) continue d'aider les États Membres des Nations Unies à améliorer leur gestion des affaires économiques et leurs résultats sur le plan économique. L'assistance qu'il fournit aux pays sortant de crises ou de conflits s'articule autour de trois grands axes : a) la remise en état des structures économiques, fiscales, bancaires, financières et statistiques; b) l'aide aux autorités désireuses de concevoir un ensemble de politiques économiques et financières adapté à leur situation; et c) la fourniture d'une aide financière d'urgence dans le cadre d'accords négociés propres à renforcer la gestion économique et accélérer la reprise. Dans toutes ces activités, son objectif est de créer des conditions plus favorables sur le plan des politiques et des institutions, pour rétablir la confiance chez

les investisseurs nationaux et étrangers et les bailleurs de fonds étrangers.

57. Dans les autres démocratie naissantes, le FMI s'efforce avant tout, compte tenu des besoins propres de chaque pays, d'assurer la stabilité économique et financière, d'élaborer des politiques fiscales aussi bien efficaces que transparentes, des systèmes bancaires et financiers viables et des méthodes modernes de gestion des affaires publiques qui favorisent une intégration rapide des pays dans l'économie mondiale et de renforcer la mise en valeur des ressources humaines. Son objectif principal est de favoriser une véritable croissance, d'attirer des investissements étrangers à long terme, de réduire au minimum les fluctuations excessives du marché et de faciliter l'intégration rapide des pays dans le système économique, financier et commercial mondial. Pour l'atteindre, il encourage le dialogue avec chaque État Membre, une surveillance systémique et une coopération internationale efficaces et le renforcement des capacités axé sur les institutions économiques, financières et administratives.

58. Dans ses activités, la CNUCED tient notamment compte du fait que les initiatives du marché et du secteur privé sont le moteur du progrès économique, mais aussi de l'influence déterminante que peut avoir une saine gestion des affaires publiques et un État réduit mais efficace. Dans le cadre des grands processus démocratiques nécessaires à la croissance économique et au développement durables, la saine gestion des affaires publiques suppose une gestion rationnelle des ressources.

59. Le peu de cas fait par de nombreux pays en développement de la fonction essentielle qu'est la gestion de la dette est un des facteurs qui a contribué à la crise de la dette des années 80. La mise en place des structures administratives, institutionnelles et officielles qui exige une gestion efficace de la dette passe par la création d'un système d'information adapté comprenant des données détaillées et ventilées sur les accords de prêts, les déboursements passés et futurs et les paiements passés et futurs au titre du service de la dette. Elle suppose également l'existence de capacités nationales renforcées pour mettre au point et adopter les stratégies voulues en ce qui concerne la dette. Tout ceci contribue à une gestion rationnelle des ressources et des obligations financières d'une nation. Le système de gestion et d'analyse de la dette de la CNUCED couvre à ce jour plus de 40 pays, ce qui représente plus de 25 % de l'encours de la dette des pays en développement.

60. Dans le cadre de son mandat qui consiste à promouvoir le développement industriel durable, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) soutient les efforts faits pour renforcer et consolider les

institutions démocratiques dans les démocraties nouvelles ou rétablies grâce à la promotion des partenariats entre secteurs public et privé et à l'élargissement de la participation de la population au développement industriel. Pour favoriser le respect de l'obligation redditionnelle par l'État et améliorer la transparence et la qualité des politiques et stratégies industrielles, l'ONUDI fait campagne pour un dialogue interactif renforcé entre les secteurs public et privé. Dans le cadre des projets qu'elle finance, les politiques et stratégies industrielles sont adoptées sur la base du consensus avec la participation de tous les grands acteurs industriels. Elle a ainsi lancé un programme consistant à créer des conseils pour le partenariat industriel dans 28 pays d'Afrique afin de promouvoir une plus grande interaction et une coopération plus étroite entre le gouvernement et le secteur privé dans le choix des politiques et des priorités nationales en matière de développement industriel.

61. L'ONUDI soutient également les efforts des pays en transition d'Europe centrale et d'Europe orientale qui visent à renforcer le processus démocratique en encourageant les initiatives régionales et locales de développement, en créant des réseaux de soutien entre petites entreprises et en fournissant des conseils et une assistance en vue de la restructuration des entreprises privatisées. Elle procède ainsi à des évaluations approfondies sur les conditions à remplir pour favoriser une croissance accélérée dans sept régions de Bulgarie, de la République de Moldova, de Roumanie, de la Fédération de Russie et d'Ukraine; contribue à la création d'un réseau de centres de soutien aux petites entreprises au Kirghizistan et au renforcement de ceux qui existent déjà; et assure la formation de conseillers commerciaux nationaux spécialisés dans la restructuration des entreprises en Roumanie.

62. Pour progresser sur la voie des réformes du marché et élargir la participation de la population aux principales activités économiques, l'ONUDI aide plusieurs pays d'Afrique à développer et renforcer le secteur privé. Elle soutient par exemple les ministères de l'industrie du Lesotho et de l'Ouganda dans la mise en oeuvre de programmes de privatisation et de promotion du développement du secteur privé. Elle fournit également des conseils spécialisés et une formation technique aux femmes chefs d'entreprise, en Afrique et dans les pays en transition, pour les aider à se lancer dans les affaires, notamment dans les secteurs de l'alimentation, du textile et de la confection.

### **3. Conférences et ateliers récents sur la démocratisation et la bonne gestion des affaires publiques**

63. Un certain nombre de séminaires, d'ateliers et de conférences sur la bonne gestion des affaires publiques et la

démocratisation ont eu lieu récemment en Afrique. L'Initiative spéciale du système des Nations Unies pour l'Afrique crée les conditions d'une collaboration plus globale et efficace. La CEA et le PNUD, en tant qu'organismes chargés des consultations portant sur la gestion des affaires publiques, ont organisé deux forums annuels sur cette question en Afrique. Celui de 1997 a été l'occasion d'un dialogue sur l'état de la gestion des affaires publiques en Afrique et celui de 1998 d'échanges sur le respect de l'obligation redditionnelle par les pouvoirs publics en tant que facteur important de la viabilité à long terme des démocraties naissantes en Afrique.

64. Autre exemple, la Conférence sous-régionale sur les institutions démocratiques et la paix en Afrique centrale organisée à Bata (Guinée équatoriale), en mai 1998, à l'initiative des membres du Comité consultatif permanent de l'ONU chargé des questions de sécurité en Afrique centrale et avec l'aide du Département pour les affaires de désarmement. Ayant approuvé la création proposée d'un parlement sous-régional pour concrétiser l'engagement des pays d'Afrique centrale en faveur de la démocratie, de la paix et du développement, ses participants ont posé comme condition que le futur parlement ne devait être composé que de représentants démocratiquement élus choisis par les États d'Afrique centrale où les élections sont libres et régulières.

65. En mars 1998, le Département des affaires économiques et sociales a organisé une grande conférence sur la gouvernance en Afrique, au siège de la CEA à Addis-Abeba, à l'occasion de laquelle a été examinée toute une série de questions ayant trait au renforcement du cadre institutionnel en vue de la bonne gestion des affaires publiques en Afrique. En coopération avec la Coalition mondiale pour l'Afrique, la CEA a organisé un colloque sur le rôle du pouvoir militaire dans la transition politique et le développement économique, qui a rassemblé des militaires, des chercheurs et des représentants d'organisations régionales et sous-régionales, comme la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, et d'organisations multilatérales et bilatérales.

66. Pour ce qui est des autres régions du monde, une conférence régionale sur le renforcement des services publics, de leurs compétences professionnelles et de leurs normes et codes de conduite dans les pays en transition s'est tenue à Thessalonique (Grèce) en novembre 1997. Son objectif était de donner aux 21 pays d'Europe centrale et d'Europe orientale présents une tribune de débat sur les moyens de renforcer les résultats et l'intégrité des services d'utilité publique en tant qu'élément clef de la bonne gestion des affaires publiques. Les participants ont évoqué les mutations politiques, économiques et sociales majeures que connaissait la région avec le passage du parti unique à un État pluraliste et d'une

économie centralisée à une économie de marché. La conférence était accueillie par le Gouvernement grec et organisée par le Département des affaires économiques et sociales, en coopération avec le PNUD.

67. Le CNUEH a organisé des séminaires et des ateliers sur la promotion de la bonne gestion des affaires publiques et la démocratisation au niveau local, et élaboré des programmes de renforcement des capacités à l'intention des responsables locaux et un programme de formation à la gestion des établissements. Des représentants des collectivités locales d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine participent à des stages sous-régionaux de perfectionnement en matière de gestion des programmes relatifs aux établissements humains, portant sur le logement, l'infrastructure et les services. Ces stages ont pour principal objectif d'aider les élus locaux à administrer leur ville en tenant compte des principes sur lesquels repose la bonne gestion des affaires publiques : un processus démocratique et participatif de prise des décisions, une gestion transparente des finances publiques et l'implication des acteurs de la société civile.

68. L'Université des Nations Unies (UNU) à Tokyo a elle aussi organisé des journées de travail sur le thème de la démocratisation, à l'issue desquelles elle a publié des ouvrages portant sur les aspects conceptuels et régionaux de la démocratie et de la démocratisation.

#### **4. Nouveaux projets et séminaires sur la démocratisation et la gestion des affaires publiques**

69. Pour promouvoir une culture démocratique dans le monde entier, le Directeur général de l'UNESCO a créé un groupe international sur la démocratie et le développement. Ce cercle de réflexion, composé de 20 personnalités représentant différentes régions du monde, est animé par l'ancien Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, M. Boutros Boutros-Ghali, et a pour principal objectif de conseiller le Directeur général quant à la façon dont les programmes de l'Organisation visant à promouvoir la démocratie devraient être exécutés de façon à susciter des initiatives, mobiliser des partenaires et créer un effet de synergie qui contribue à leur réalisation.

70. En 1995, l'UNESCO a lancé un projet axé sur la promotion des principes démocratiques. Au fil des ans, ce projet a permis de réaliser des activités et d'organiser des conférences sur la question de la bonne gestion des affaires publiques et des principes démocratiques dans le monde entier. La plus récente de ces conférences s'est tenue à Maputo en juillet 1998 sur le thème de l'Afrique face à la mondialisation : les enjeux de la démocratie et la gouver-

nance. En 1999, un sommet des chefs d'État des pays d'Afrique consacré à la démocratie et à la gouvernance doit avoir lieu à Pretoria; des réunions régionales indépendantes portant sur cette même question doivent être organisées.

71. La première Conférence des Amériques sur les démocraties nouvelles ou rétablies doit se tenir au Costa Rica, en 1999, à l'initiative du «Programma Centroamericano para la Sostenibilidad Democratica» et de l'Université des Nations Unies pour la paix, comme suite aux recommandations de la troisième Conférence internationale des démocraties nouvelles ou rétablies. Elle vise avant tout à réunir des représentants des gouvernements et de la société civile d'Amérique latine et des Caraïbes pour faire le point des acquis de la démocratisation et échanger des vues à ce sujet. Des études par pays doivent en outre être réalisées à titre expérimental dans le cadre de ses préparatifs.

72. La Conférence du Costa Rica fait partie d'une série de séminaires, ateliers et conférences dont l'organisation a été assurée ou est prévue dans le cadre des conférences internationales des démocraties nouvelles ou rétablies. D'autres séminaires de ce type ont déjà été organisés à New Haven (États-Unis d'Amérique), par le Département des études sur les Nations Unies de l'Université Yale; à New York, par Action mondiale parlementaire; à Helsinki et à Svetogorsk (Fédération de Russie), par l'Institut finlandais des affaires étrangères et le Centre national de recherche-développement sur la protection sociale et la santé, avec le soutien d'autres organisations. Parmi les réunions prévues pour 1999 on peut mentionner un séminaire, au Guyana, et une réunion d'experts du mécanisme de suivi, à Bucarest.

## **IV. Conclusions**

73. Les activités en faveur de la démocratisation et de la bonne gestion des affaires publiques décrites plus haut à la section III sont caractéristiques des nombreux projets et programmes exécutés par les fonds, programmes et organisations des Nations Unies, ainsi que par le Secrétariat de l'ONU dans ce domaine qui ne cesse de gagner de l'importance. Elles sont très variées : elles vont des programmes locaux aux programmes mondiaux, des conférences à l'action sur le terrain et de l'assistance aux gouvernements à la mobilisation de la société civile. Elles attestent la présence toujours plus grande des Nations Unies sur le terrain et l'attention croissante que leurs organismes accordent au processus de démocratisation et à la promotion de la bonne gestion des affaires publiques.

74. Étant donné le regain d'intérêt de la communauté internationale pour le processus de démocratisation, je suis

extrêmement satisfait qu'à sa dernière session, l'Assemblée générale ait approuvé la décision de la troisième Conférence internationale des démocraties nouvelles ou rétablies de tenir la prochaine conférence dans un pays africain. Le Gouvernement béninois a gracieusement offert d'accueillir cette conférence.

75. Pour que la quatrième Conférence internationale soit un succès mais aussi l'occasion d'approfondir notre connaissance du processus de démocratisation, il est important de bien la préparer. Le mécanisme de suivi mentionné plus haut à la section II peut être d'une aide très précieuse pour assurer ses préparatifs qui pourraient être entamés lors des séminaires du Guyana et de la Roumanie, en 1999.

#### Notes

<sup>1</sup> Le site Web intitulé «Démocratisation et gouvernance : Conférences internationales sur les démocraties nouvelles ou rétablies» est accessible à partir de l'adresse ci-après : <http://www.undp.org/undp/governance>.

<sup>2</sup> Les sites Web des Départements auront aussi le titre indiqué plus haut et seront accessibles à partir des adresses ci-après : Département des affaires politiques : <http://www.un.org/Depts/dpa> et Département des affaires économiques et sociales : <http://www.un.org/esa>.